

“S’il y a un attentat, par principe, il y a un échec.”

■ Le Premier ministre Charles Michel (MR) revient sur les événements tragiques du 22 mars à Bruxelles. “Je crois qu’il y aura encore des attentats en Europe et peut-être même en Belgique”, prévient-il.

Entretien François Brabant et Antoine Clevers

Charles Michel (MR) est un homme politique à sang-froid. La Belgique affronte un contexte sécuritaire inédit, mais l’expression du Premier ministre ne s’écarte en rien du style qui est le sien depuis son arrivée au 16, rue de la Loi: sobriété, retenue, sans étalage émotionnel. “*Ce qui est terrible sur le plan humain, confie-t-il, c’est qu’avant les attentats, j’ai répété des dizaines de fois que le risque zéro n’existait pas. Nous redoutions ce qui est arrivé, parce que nous voyions une montée en puissance des fanatismes en Europe, débouchant sur une violence extrême.*”

A vous entendre, avant le 22 mars, la question n’était pas de savoir s’il y allait avoir un attentat, mais quand ?

C’est ce que nous avons dit ! Le ministre de l’Intérieur, Jan Jambon (N-VA), l’a répété à plusieurs reprises.

Y compris à Bruxelles ?

Bien entendu.

Pourquoi, alors, le niveau de la menace terroriste n’a-t-il pas été élevé à quatre (sur quatre) juste après l’arrestation du terroriste présumé Salah Abdeslam, le 18 mars ?

Nous étions – et nous sommes toujours – au niveau trois, c’est-à-dire “une menace possible et vraisemblable”. Au moment du “lockdown” à Bruxelles, fin novembre, lorsque le niveau était passé à quatre pendant quelques jours, l’Ocam (*Organe de coordination pour l’analyse de la*

menace, NdIR) avait considéré qu’il y avait un risque d’attaques imminentes et localisées dans des lieux à forte fréquentation, comme les centres commerciaux. La différence entre les niveaux trois et quatre, c’est l’imminence et la localisation de l’attaque. Au matin du 22 mars, quand l’attentat a été commis à l’aéroport de Zaventem, l’Ocam a tout de suite déclenché le niveau quatre parce qu’on craignait d’autres attentats dans les heures à venir. Puis, le niveau est redescendu à trois parce que l’Ocam n’avait plus d’indications précises sur l’imminence de l’attaque. Mais cela ne veut pas dire que le niveau trois est rassurant. Cela reste un niveau préoccupant.

Voulez-vous dire que l’on doit s’attendre à de nouveaux attentats ?

Oui, je crois qu’il y aura encore des attentats en Europe et peut-être même en Belgique. Nous devons donc tout mettre en œuvre pour améliorer notre capacité d’action sur le terrain de la sécurité.

Le gouvernement n’a-t-il pas péché par excès de triomphisme après la capture de Salah Abdeslam ? Le commentaire du ministre de l’Intérieur, Jan Jambon

(N-VA), sur Twitter ("You got him") faisait penser à un western.

Il y avait de la satisfaction d'avoir arrêté Salah Abdeslam en quelques mois. Oussama ben Laden, les Américains ont mis des années pour l'attraper. Le nationaliste corse Yvan Colonna, qui a assassiné un préfet, les Français ont mis des années pour l'attraper. Donc nous étions satisfaits... Mais jamais nous n'avons imaginé que tout était résolu. La meilleure démonstration, c'est que la Belgique n'est pas repassée au niveau un ou deux sur l'échelle de la menace. Nous savions qu'il y avait encore du danger devant nous.

Votre gouvernement a pris trente mesures pour mieux lutter contre le terrorisme. Est-ce suffisant ?

En matière de sécurité, rien n'est jamais parfait. Je ne dois pas rappeler que les Etats-Unis, l'Espagne, le Royaume-Uni, la France ont aussi connu des attentats. En disant cela, je ne minimise en rien ce qui s'est passé en Belgique. Je veux juste dire qu'on est confronté à un terrorisme sans frontières, à une situation où Daech perd du terrain, et, pour cette raison, jette des forces terroristes en Europe afin de déstabiliser un modèle démocratique qu'il déteste. Ce moment tragique que nous traversons, on doit le transformer en quelque chose de positif pour rebondir plus haut sur nos valeurs fondamentales.

Parmi les leçons à tirer des attentats, pensez-vous qu'il faille repenser le modèle institutionnel belge ?

Je suis triste que même des Belges tiennent des propos qui fragilisent l'image du pays. Nous avons, comme tous les autres pays, un système institutionnel qui est le fruit de notre histoire et de notre réalité. Tous les pays ont leurs particularités. La priorité aujourd'hui, c'est de faire fonctionner les institutions telles qu'elles existent. Ceux qui pensent qu'en organisant une nouvelle réforme de l'Etat, on va résoudre tous nos problèmes, ceux-là se trompent. En revanche, il y a un fait à ne pas sous-estimer : dans le "Belgium bashing" actuel, nous payons aussi les 541 jours sans gouvernement, en 2010 et 2011. Je le dis sans faire le procès du passé – mon parti et moi-même y avons contribué.

Vous réfutez tout lien entre certains particularismes belges – un système institutionnel complexe, des autorités relativement faibles – et les nombreuses connexions du djihadisme avec Bruxelles, Anvers et Verviers ?

Il y a eu le 11 Septembre aux Etats-Unis, il y a eu le 13 novembre à Paris, et avant cela "Charlie Hebdo", Londres, Madrid, Istanbul, Ankara, Beyrouth... La liste est longue. Dans ces moments-là, on n'a pas demandé s'il fallait réformer le système fédéral américain ou

la chambre des Lords au Royaume-Uni. Qu'il y ait un travail à mener en Belgique pour améliorer la coordination entre les différents services, très certainement ! Mais imaginer que si la Cocof et la Cocom n'existaient pas à Bruxelles, on n'aurait pas eu d'attentats, il faut se pincer pour dire ça sans rire. En janvier 2015, on a déjoué un attentat à Verviers. On a alors reçu les lauriers du monde entier. Par la suite, on a arrêté Salah Abdeslam vivant, sans faire s'effondrer tout l'immeuble (NdLR : il fait référence à l'assaut de Saint-Denis, le 18 novembre 2015, dans lequel Abdelhamid Abaaoud a été tué). Quand nos services spéciaux sont intervenus, ils ont pu le faire sans dommages collatéraux pour des civils innocents ou pour les services de sécurité.

Le fait que Jan Jambon et le ministre de la Justice, Koen Geens (CD&V), ont envisagé de démissionner, n'est-ce pas le signe que des couacs majeurs ont bien eu lieu ?

Ce sera à la commission d'enquête parlementaire de se pencher là-dessus. S'il y a un attentat, par principe, il y a un échec. Mais en même temps, le risque zéro n'existe pas. On a été confronté à de l'inédit, à du jamais-vu. Refaire le match après, c'est facile. Depuis l'attentat contre le Musée juif de Bruxelles, en mai 2014, on est confronté à un nouveau paradigme. Quelle est la réalité ? Nous sommes un petit pays, siège des institutions européennes. Nous avons un réseau de communication étoffé. A partir de la Belgique, c'est très facile d'aller en Allemagne, aux Pays-Bas, en France, en Autriche. C'est un atout pour notre développement économique, mais ça présente aussi des avantages pour les personnes qui nourrissent de mauvaises intentions – les terroristes ne s'y sont pas trompés. Bruxelles, c'est aussi une ville très multiculturelle, avec de nombreuses nationalités présentes. C'est un atout. Mais cela permet aussi de se dissimuler plus facilement, de se camoufler.

Les attaques contre Bruxelles remettent-elles en cause l'engagement belge dans la coalition internationale qui combat Daech en Irak et en Syrie ? Les F-16 belges, qui effectuent une rotation avec les Pays-Bas, doivent reprendre leurs frappes en Irak à partir de juillet, et une demande a été adressée à la Belgique pour étendre leur mandat à la Syrie.

Nous aurons ce débat au gouvernement et au Parlement. Ce qui est décidé, c'est la rotation avec les Pays-Bas. Mais le débat portera sur l'ensemble de la participation.

Voulez-vous dire qu'il n'est pas certain que les F-16 seront de retour en Irak à partir du 1^{er} juillet ?

Ce que je dis, c'est que j'organiserai le débat sur l'ensemble du mandat puisqu'il nous est demandé de donner un nouveau mandat aux F-16. La solution pour éradiquer Daech et pour forcer une transition démocratique en Syrie passera très certainement par l'option politique avec les grands acteurs – Europe, Etats-Unis, Russie, Iran, Ara-

bie saoudite – mais aussi par l'option militaire. Quel est le rôle de la Belgique dans la voie militaire? Cela fera partie du débat.

Quatre jours à peine après les attentats, le président de la N-VA, Bart De Wever, s'est exprimé de façon tranchée, notamment dans "L'Echo", où il a critiqué Philippe Moureaux (PS) et Joëlle Milquet (CDH). N'auriez-vous pas apprécié plus de sobriété de la part du premier parti de votre coalition?

Je balaie ça d'un revers de la main. Je pense qu'il y a un gigantesque écart entre la réalité et la perception qui en est donnée. Quand un élu N-VA toussote, ça fait un événement dans une partie de la presse.

Quand Bart De Wever affirme que les juges sont trop gentils, qu'ils sont animés par une conception "trop optimiste de l'être humain", vous êtes d'accord?

Je n'ai pas du tout l'intention d'être le commentateur des expressions des présidents de parti.

On pose la question autrement: pensez-vous que le système actuel des libérations conditionnelles soit trop généreux?

Quand j'étais président du MR, j'ai beaucoup plaidé pour les peines incompressibles. Le débat est ouvert au Parlement, sur ce point notamment.

Votre préférence personnelle, c'est d'avancer en ce sens?

Les trente mesures antiterroristes du gouvernement vont globalement dans ce sens-là. Elles représentent un durcissement de l'arsenal législatif. On doit donner plus de moyens à nos magistrats, nos enquêteurs, nos policiers. Cela veut dire du personnel et des équipements,

mais aussi des moyens juridiques. Par exemple, on veut permettre des perquisitions 24 heures sur 24, et des gardes à vue jusqu'à 72 heures. Une anecdote terrible: quelques semaines après l'entrée en fonction du gouvernement, Jan Jambon m'a dit qu'il était reparti abasourdi d'une visite aux services spéciaux à Etterbeek. Ils utilisaient des fusils d'assaut reçus des Pays-Bas, car ceux-ci ne voulaient plus les utiliser et les jugeaient obsolètes. Il n'a pas fallu attendre les attentats pour prendre conscience des points à améliorer, mais ça prendra du temps.

Une autre question anime la société, celle du juste milieu entre le droit à la sécurité et le droit au respect de la vie privée. Quelle est votre position?

Je suis totalement convaincu que notre responsabilité est d'essayer d'élever le droit à la sécurité, comme on a commencé à la faire, tout en garantissant les droits fondamentaux. Les plateaux de la balance doivent être rééquilibrés. Et ce ne sera pas simple.

Rééquilibrés au détriment des droits fondamentaux?

Dans les pays anglo-saxons, il y a une autre culture de la sécurité que chez nous, parce qu'ils ont une autre histoire liée aux attentats. Ce n'est pas qu'une question de législation, c'est aussi une question d'état d'esprit. Mais je crois qu'il y a de la marge en Belgique. Par exemple, on a pris la décision de supprimer à terme l'anonymat pour les cartes prépayées des GSM. C'est quelque part une forme de restriction des libertés personnelles, mais, en même temps, nous pensons que c'est un bon outil pour lutter contre le terrorisme. Même chose pour le recours aux écoutes téléphoniques ou les PNR (les fichiers sur les passagers aériens). Ce n'est pas cela qui va supprimer les attentats, il n'existe pas de formule magique, mais on va rendre la vie beaucoup plus compliquée à ceux qui ont de mauvaises intentions.

CHARLES MICHEL

PREMIER MINISTRE

*“Salah Abdeslam,
on a réussi
à l’arrêter vivant, et
sans faire s’effondrer
tout l’immeuble.”*

*“Il y a eu
le 11 Septembre
aux Etats-Unis,
le 13 Novembre à Paris,*

*il y a eu Londres,
Madrid... Dans
ces moments-là, on n’a
pas demandé s’il fallait
réformer le système
fédéral américain ou
la chambre des Lords
au Royaume-Uni.”*